

**Bureau du 11 décembre 2006**

**Décision n° B-2006-4857**

objet : **Réaménagement d'un prêt accordé à HMF Rhône-Alpes - Co-garant ville de Décines Charpieu**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestion - Contrôle des gestions externes

**Le Bureau,**

Vu le projet de décision du 30 novembre 2006, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2006-3289 en date du 27 mars 2006, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Par courrier en date du 14 novembre 2006, Habitations modernes et familiales (HMF) en Rhône-Alpes informe la Communauté urbaine qu'elle souhaite réaménager par avenant un contrat souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et garanti par la collectivité.

Les nouvelles conditions sont les suivantes :

- contrat n° 471385 - garantie : 85 %,
- date d'effet du réaménagement : 1er avril 2006,
- capital total réaménagé : 1 568 052,59 €, soit une garantie de 1 332 844,71 €,
- taux révisable sur le taux du livret A,
- taux annuel de progression de l'annuité : 0,00 % révisable en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %,
- échéances annuelles,
- durée : allongement de 5 ans,
- remboursement anticipé possible après le réaménagement, moyennant une indemnité forfaitaire de 6 mois d'intérêt sur le capital remboursé,
- renouvellement de la garantie sur la durée totale du prêt ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article 2021 du code civil ;

Vu l'article L 2252-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier ;

**DECIDE**

**Article 1er :** la Communauté urbaine accorde sa garantie à Habitations modernes et familiales (HMF) en Rhône-Alpes, pour le réaménagement du prêt n° 471385 aux conditions décrites ci-dessus.

Le montant total garanti est de 1 332 844,71 €.

**Article 2 :** au cas où HMF Rhône-Alpes, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la Caisse des dépôts et consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le paiement sera effectué selon les dispositions de l'article L 2252-1 du code général des collectivités territoriales et notamment du dernier alinéa ainsi rédigé : "*Aucune stipulation ne peut faire obstacle à ce que la mise en jeu des garanties ou caution accordées par une commune porte, au choix de celle-ci, soit sur la totalité du concours, soit sur les annuités déterminées par l'échéancier contractuel.*"

**Article 3** : la Communauté urbaine s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

**Article 4** : le Bureau autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de compactage qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et HMF Rhône-Alpes.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SA HMF Rhône-Alpes.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme,  
le président,  
pour le président,